**DEPARTEMENT DU MORBIHAN**

**COMMUNE DE CAMPENEAC**

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 FEVRIER 2024.**

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-deux février, à vingt heures et cinq minutes, le Conseil municipal de la Commune de CAMPENEAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Madame RENAUDIE Hania, Maire.

Date de Convocation : 15 février 2024.

Présents : RENAUDIE Hania, Maire - GABARD Bruno - LE MOIGNE Nolwenn - NOEL Pierre - LARGEAU Chantal - SAVIGNE Pascal - TRANVAUX Patrice - MORIN-DIEGO Isabelle - WHITE Cécile - GRANDVALLET Chantal - DRAGON Sandra - ALIX Mathilde - MOUNIER Benoît - MAHIEUX Jérémy - ARGENTE Luce - PICARD Laurence – DENIS Stéphane.

Absents excusés ayant donné pouvoir : JUGEL Stéven ayant donné pouvoir à Cécile WHITE - DELOURME Jean-Pierre ayant donné pouvoir à Laurence PICARD.

Secrétaire de séance : Monsieur MOUNIER Benoit.

Nombre de conseillers :

En exercice : 19

Présents : 17

Votants : 19

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut valablement délibérer.

\*\*\*

**Ordre du jour**

* + - Désignation d’un secrétaire de séance.
		- Adoption du Procès-verbal de la séance du 18 janvier 2024.
		- Approbation du rapport portant sur la révision du zonage d’assainissement des eaux usées de la Commune.
		- Mutualisation avec Ploërmel Communauté des frais de publicité pour la mise à l’enquête publique du PLU et du rapport d’étude portant sur le zonage d’assainissement des eaux usées.
		- Modification de la dénomination de la rue « Lotissement des Chênes » et renumérotation de la rue du Haut Village.
		- Signature avec Morbihan Energies d’un contrat portant mandat de maitrise d’ouvrage pour la réalisation d’un audit de performance énergétique à l’Ecole Théodore Monod.
		- Participation financière de la Commune au frais de remplacement d’un mitigeur dans un logement communal.
		- Attribution de l’indemnité de gardiennage 2024 de l’Eglise.
		- Désignation des jurés d’assise 2025.
		- Questions diverses.

**05 : Désignation d’un secrétaire de séance**

Le Conseil municipal doit désigner un secrétaire de séance comme le précisent les articles L5211-1 et L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé la candidature de Monsieur Benoit MOUNIER.

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut valablement délibérer. Le Conseil municipal procède à un vote dont les résultats sont les suivants :

Présents : 17

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Majorité absolue : 10

Suffrages exprimés : 19

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal, à l’unanimité :

* **Désigne** Monsieur Benoit MOUNIER en qualité de secrétaire de séance.

**06 - Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 18 janvier 2024.**

Madame Le Maire rappelle aux Conseillers municipaux que le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 18 janvier 2024leur a été transmis avec l’envoi de la convocation du présent Conseil municipal.

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut valablement délibérer. Le Conseil municipal procède à un vote dont les résultats sont les suivants :

Présents : 17

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Majorité absolue : 10

Suffrages exprimés : 19

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal, à l’unanimité :

* **Approuve** le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 18 janvier 2024**.**

**07: Adoption du rapport portant sur la révision n°1 du zonage d’assainissement des eaux usées de la Commune.**

Madame le Maire informe le Conseil que conformément à l’article L.2224-10 du Code des Collectivités Territoriales, « les communes ou leurs établissements publics de coopération **délimitent**, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement :

1° les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;

2° les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ».

Le zonage initial de la Commune de CAMPENEAC date de 2013. Dans le cadre de l’élaboration du Plan Local d’Urbanisme, la Commune a souhaité actualiser l'étude de zonage d’assainissement des eaux usées pour mettre en cohérence l'ensemble des documents d'urbanisme. Le projet de révision n°1 du zonage assainissement de CAMPENEAC prévoit :

**• un assainissement collectif sur le territoire du centre bourg;**

**• un assainissement non collectif sur le reste du territoire.**

Sur la Commune, les hameaux sont aujourd'hui classés en "assainissement non-collectif". A titre indicatif, il est rappelé que tout nouveau projet d'assainissement autonome sur le territoire doit faire l'objet d'une étude spécifique, conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009.

Cette étude sera validée par le **S**ervice **P**ublic d’**A**ssainissement **N**on **C**ollectif (SPANC) de Ploërmel Communauté dans le cadre de sa mission de contrôle et de conception. Si l'avis du SPANC est favorable, l'installation sera contrôlée lors de sa réalisation.

Les entreprises situées sur la zone du parc d’activités de Belleville et maintenues en assainissement autonome, devront avoir une activité artisanale peu génératrice en eaux usées.

Des hameaux denses existent sur la Commune. L’absence de densification dans ces hameaux, la faible proportion d'ANC nécessitant des travaux sous 4 ans (à risque) pour chaque hameau, la topographie de la Commune, et la nature des sols (roche affleurante) nécessitant plusieurs postes de refoulement, des surcoûts et difficultés techniques, ont contribué après comparaison des scénarios, au maintien en assainissement autonome (étude de raccordement de la ZA).

Les eaux collectées par le réseau collectif rejoignent la station d'épuration communale.

Cette station de type "Filtres plantés de roseaux", dimensionnée pour traiter 1200 Eq-hab, reçoit aujourd'hui près de 54 % de sa capacité de traitement organique (69% en pointe).

La capacité résiduelle de traitement est suffisante pour assurer le traitement des raccordements prévus par les nouvelles urbanisations.

Avant mise à l’enquête publique, les projets de zonage assainissement doivent être soumis à un examen au cas par cas par la Mission Régionale d’Autorité environnementale (MRAe). La Commune a reçu un avis favorable de la MRAe le 30 août 2023 dispensant le projet d’évaluation environnementale.

Mme le Maire fait un aparté. Elle rappelle aux Conseillers que dans le cadre du PLU, la Mission Régionale d’Autorité environnementale (MRAe) avait demandé à ce qu’une étude environnementale complémentaire au rapport sur le zonage des eaux pluviales soit menée.

L’étude a été réalisée et transmise à la MRAe qui avait jusqu’au 15 février 2024 pour apporter ses observations. Ce délai a été respecté. La MRAe a répondu qu’elle n’avait pas eu le temps d’étudier le rapport et que par conséquent, elle valide sans observation.

Vu le plan du projet de révision n°1 du zonage d’assainissement des eaux usées de CAMPENEAC joint;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut valablement délibérer. Le Conseil municipal procède à un vote dont les résultats sont les suivants :

Présents : 17

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Majorité absolue : 10

Suffrages exprimés : 19

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal, à l’unanimité :

  **- Approuve** le projet de révision n°1 du plan de zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de CAMPENEAC tel qu'il est annexé à la présente délibération.

M. GABARD indique que la station d’épuration de la Commune a été jugée suffisante au regard de la population. Elle est dimensionnée pour 1200 équivalent-habitants ce qui couvre largement le besoin. Elle est en effet utilisée à 54% de sa capacité de traitement organique. Mme le Maire ajoute qu’il faut remercier les équipes municipales précédentes qui ont œuvré pour que la station soit aux normes.

**08 - Mutualisation avec Ploërmel Communauté des frais de publicité pour la mise à l’enquête publique du Plan local d’Urbanisme (PLU).**

Madame le Maire informe les membres présents que dans le cadre du projet de révision du PLU, après retour de l’avis favorable de la Mission Régionale d’Autorité environnementale (MRAe) sur le rapport de zonage d’assainissement des eaux usées, la Commune doit maintenant saisir le Tribunal Administratif qui désignera un **Commissaire enquêteur en charge de l’enquête publique** portant sur **:**

* la portée à connaissance du public du PLU;
* le rapport portant sur la révision du zonage d’assainissement des eaux usées. Ploërmel Communauté étant mandataire de la compétence assainissement concernant la mise à l’enquête du zonage d’assainissement approuvé, une enquête publique doit être menée sur cette partie commune.

Dans un souci de bon fonctionnement et de bonne utilisation des deniers publics, il est proposé de demander au Tribunal Administratif de nommer un Commissaire enquêteur identique pour les deux enquêtes. Les permanences différeront afin de dissocier les sujets de chaque enquête et la facturation du commissaire enquêteur sera distincte : une facture pour chaque enquête.

Les mesures de publicité pour l’ensemble des deux enquêtes, de l’ouverture à la clôture, peuvent être conjointes à partir du moment où les sujets des deux enquêtes sont clairement énoncés notamment dans les avis.

Au regard de ces éléments et le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut valablement délibérer.

Le Conseil municipal procède à un vote dont les résultats sont les suivants :

Présents : 17

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Majorité absolue : 10

Suffrages exprimés : 19

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal, à l’unanimité :

* **Valide** la méthodologie présentée ci-avant;
* **Valide** la demande au Tribunal administratif de nommer un même Commissaire enquêteur pour les enquêtes relevant de la compétence de la Commune et de celle de Ploërmel Communauté;
* **Valide** le principe d’une mutualisation des mesures de publicité avec une répartition des frais à part égale entre la Commune et Ploërmel Communauté.
* **S’assure** que les crédits sont inscrits au budget

**09 - Modification de la dénomination de la rue « lotissement des chênes » et renumérotation de la rue du Haut Village.**

Madame le Maire informe les membres présents qu’il appartient au Conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues, voies, places et lieux-dits de la Commune.

La dénomination des voies communales et privées ouvertes à la circulation est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Suite à la sollicitation d’une administrée qui reçoit à son domicile des courriers, colis dont elle n’est pas destinataire, il convient, pour faciliter la délivrance du courrier, des livraisons, de la fourniture de services publics, tel que les secours et la connexion aux réseaux, et d’autres services commerciaux, d’identifier clairement les adresses des immeubles.

Aussi, il est proposé de renommer la rue « Lotissement des Chênes » qui ne dessert qu’une habitation en « Impasse des Chênes ». Ce changement implique aussi de revoir totalement la numérotation de la rue du Haut village (1 à 9) telle que présentée ci-après :



De même, le « 5, lotissement des Chênes » devient le « 1, impasse des Chênes ».

Vu l’avis favorable des habitants de la rue « lotissement des Chênes » et de la « rue du Haut Village », rencontrés individuellement le 27/01/2024.

Vu l’avis favorable de la Commission travaux réunie en date du 13/01/2024,

Au regard de ces éléments et le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut valablement délibérer.

Le Conseil municipal procède à un vote dont les résultats sont les suivants :

Présents : 17

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Majorité absolue : 10

Suffrages exprimés : 19

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal, à l’unanimité :

* **Valide** la dénomination de la rue « Lotissement des Chênes en « Impasse des Chênes »
* **Valide** la nouvelle numérotation de la « rue du Haut Village » et de « l’impasse des Chênes ».
* **S’Assure** que de nouvelles plaques de numéro seront fournies à chaque habitant concerné par ces modifications.

Mme le Maire évoque le sujet de l’adressage et l’obligation légale de remonter les informations dans une base d’adressage nationale appelée BAN. Mme le Maire indique que les élus ne pourront réaliser ce travail conséquent. Elle indique que la Poste est en mesure de le faire mais cela aura un coût. De mémoire, le coût s’élève à environ 8 000 €. La Poste se propose donc de réaliser un recensement des numéros et de signaler les dysfonctionnements. Ensuite, il restera à charge de la Commune de renseigner la BAN. Mme DRAGON demande si, dans cette mission, la Poste aura en charge de signaler les numéros manquants. Mme le Maire répond que oui. Un Rendez-vous sera organisé prochainement avec la Poste. Vous serez informés de l’évolution de ce dossier.

**10 - Signature avec Morbihan Energies d’un contrat portant mandat de maitrise d’ouvrage pour la réalisation d’un audit de performance énergétique à l’école Théodore Monod.**

Monsieur SAVIGNE rappelle au Conseil municipal que la Commune souhaite s’inscrire dans une démarche de transition écologique et de sobriété énergétique avec notamment, la volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre de certains de ses bâtiments.

En parallèle, Morbihan Energies accompagne les communes et les EPCI pour mener des actions de transition énergétique. En sa qualité de syndicat d’énergies ayant adopté un **P**lan **C**limat **A**ir **E**au **T**erritorial, Morbihan Energies a la faculté de prendre en charge, pour le compte de ses membres, des travaux nécessaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments dont ils sont propriétaires.

La Commune de CAMPENEAC a sollicité Morbihan Energies pour mener dans un premier temps, une étude sur l’Ecole Théodore Monod.

M. GABARD demande si l’étude est gratuite. M. SAVIGNE confirme qu’il ne sera rien demandé à la Commune pour cette étude. L’étude permettra de chercher des solutions en termes d’isolation et de système de chauffage.

Au regard de ces éléments et le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut valablement délibérer. Le Conseil municipal procède à un vote dont les résultats sont les suivants :

Présents : 17

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Majorité absolue : 10

Suffrages exprimés : 19

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal, à l’unanimité :

- **Autorise** Madame le Maire à signer un contrat avec Morbihan Energies portant mandat de maitrise d’ouvrage pour la réalisation d’un audit performance énergétique de l’Ecole Théodore Monod.

- **Autorise** Madame le Maire à effectuer toutes les démarches et signer tout document relatif à l’exécution de cette délibération.

**11 - Participation financière de la Commune aux frais de remplacement d’un mitigeur dans un logement communal.**

M. NOËL rappelle les faits :

Une incompréhension est survenue entre Mme Isabelle AUDRAIN, locataire d'un logement communal situé au 22, rue de la Fontaine et les services de la Mairie concernant le remplacement d'un robinet défectueux. La locataire n’a pas attendu l’intervention de la Commune et a fait appel à une entreprise privée pour effectuer les réparations, engendrant des frais conséquents.

Suite à l'intervention d'un conciliateur nommé par la Cour d’Appel de Rennes dans le cadre d’une mesure de règlement amiable, il a été proposé que la Commune rembourse à la locataire le coût standard d'un remplacement de robinet, soit 140 €.

M. NOEL ajoute que Mme AUDRAIN n’a pas attendu qu’une entreprise vienne constater sur place le problème. Elle a appelé directement un service de dépannage.

Mme le Maire ajoute que Mme AUDRAIN, comme tout autre locataire, connait la procédure à suivre. Elle ne l’a pas respectée. Comme tout justiciable, elle a souhaité une conciliation. Lors de celle-ci, la Commune a apporté au conciliateur des factures de remplacement de robinet qu’elle a pu remplacer ces derniers mois chez d’autres locataires démontrant ainsi sa bonne foi et les travaux réalisés après sollicitation préalable de la municipalité par lesdits demandeurs. Mme Audrain n’a pas voulu attendre. Elle s’est empressée de contacter une entreprise hélas peu scrupuleuse dont le siège est en région parisienne et qui a facturé un montant de 737 € pour son intervention.

Devant ces éléments, le conciliateur a validé le principe d’une prise en charge par la Commune à hauteur du prix moyen d’un remplacement de robinet soit 140 €. Mme AUDRAIN a accepté cette proposition reconnaissant sa faute.

Mme le Maire insiste auprès des élus sur la nécessité d’obtenir l’avis d’un conciliateur pour pouvoir rembourser un citoyen sinon la Commune n’a aucun fondement juridique pour effectuer de tels versements.

M. NOEL indique que c’est la seconde fois que la Commune fait face à une telle situation. La première fois, il s’agissait d’un locataire qui avait fait appel à un serrurier sans en avertir la Mairie. La Commune avait refusé la prise en charge.

M. TRANVAUX indique qu’il faudrait dénoncer ces entreprises qui surfacturent des interventions.

Après avoir entendu l'exposé des faits, le quorum étant atteint, il est procédé à un vote dont les résultats sont les suivants :

Présents : 17

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Majorité absolue : 10

Suffrages exprimés : 19

Le Conseil municipal à l’unanimité :

* **Autorise** le remboursement à Mme AUDRAIN, au compte 65888, la somme de 140€, correspondant au coût standard d'un remplacement de robinet.
* **Charge** Madame le Maire, ou son représentant, de procéder aux démarches nécessaires pour le remboursement de cette somme.
* **S’Assure** que les crédits sont inscrits au budget.

**12 - Attribution de l’indemnité de gardiennage 2024 de l’église communale.**

Vu la circulaire n°NOR/INT/A/87/00006/C du 8 janvier 1987 et la circulaire n°NORAIOC/D/11/21246C du 29 juillet 2011,

Les circulaires du 8 janvier 1987 et du 29 juillet 2011 citées en référence ont précisé que le montant maximum de l'indemnité allouée aux préposés chargés du gardiennage des églises communales pouvait faire l'objet d’une revalorisation annuelle au même taux que les indemnités exprimées en valeur absolue allouées aux agents publics et revalorisées suivant la même périodicité.

Le plafond indemnitaire applicable pour le gardiennage des églises communales a été revalorisé.

Il est fixé, pour l’année 2024, à 503.42 € pour un gardien résidant dans la Commune où se trouve l'édifice du culte et à 126.91 € pour un gardien ne résidant pas dans la Commune et visitant l'église à des périodes rapprochées.

Mme LARGEAU demande qui est le gardien de l’église. Mme le Maire répond qu’il s’agit du prêtre qui réside dans un presbytère. La Commune n’ayant plus de prêtre sur place, l’indemnité est versée à la paroisse de Ploërmel.

Mme MORIN DIEGO demande si cette indemnité serait versée si sur la Commune il y avait une mosquée. Mme le Maire précise que ce n’est pas le prêtre que l’on indemnise mais la fonction de gardiennage.

Après avoir entendu l'exposé des faits, le quorum étant atteint, il est procédé à un vote dont les résultats sont les suivants :

Présents : 17

Votants : 19

Pour : 17

Contre : 0

Abstentions : 2

Majorité absolue : 9

Suffrages exprimés : 19

Le Conseil municipal avec 17 voix pour et 2 absentions :

* **Donne** un avis favorable au versement de l'indemnité de gardiennage pour un gardien ne résidant pas dans la Commune au plafond applicable pour 2023, soit un montant de 125.06 €.
* **S’assure** que les crédits sont bien inscrits au budget.

**13 - Désignation des jurés de cours d’assise 2025.**

Madame Le Maire informe le Conseil Municipal qu’en application des articles 259 et 260 du Code de procédure pénale, le Préfet a fixé par arrêté, pour l’année 2025, le nombre des jurés répartis proportionnellement au tableau officiel de la population en vigueur à compter du 1er janvier 2024.

Il fixe également le nombre de noms à tirer au sort, qui doit être le triple de celui des jurés fixés.

Pour la Commune, il est donc fixé comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Population totale au 1er janvier 2024 | Nombre de jurés à désigner | Nombre de jurés à tirer au sort |
| 1937 | 1 | 3 |

Après tirage au sort, les trois jurés désignés sont :

- M. Costa GICQUEL ;

- Mme Emilie FAUCHEUX ;

- M. David ROGARD.

\*\*\*

Madame le Maire indique ne pas avoir reçu de questions diverses.

La séance est donc levée **à 21h00.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| RENAUDIE HaniaMaire |  | Benoit MOUNIERSecrétaire de séance |  |